



**KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général**

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27

Télécopie : + 221 33 822 17 02

NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2011**

GROUPE I

AUTORITE CONTRACTANTE :
**Ministère de la Formation Professionnelle, de
l'Apprentissage et de l'Artisanat
(MFPAA)**

**RAPPORT DEFINITIF DU
CONTROLE D'EXECUTION
PHYSIQUE**

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 22 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP- DSDS-AAB-2013-03-746



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	4
1.1 Avant-propos	4
1.2 Contenu du rapport	4
2. RAPPELS	5
2.1 Rappel des termes de références de la mission	5
2.1.1 Contexte de la mission	5
2.1.2 Objectifs de la mission	6
2.1.2.1 Objectif principal	6
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	6
2.1.3 Périmètre de la mission	7
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	8
2.2.1 Approche contradictoire	8
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	9
2.3 Description des travaux d'audit	10
2.3.1 Audit de la passation des marchés	10
2.3.1.1 Revue des textes	10
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	10
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	10
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	11
2.3.3 Audit technique	11
2.3.3.1 Contrôles effectués	11
2.3.3.2 Diligences d'audit et déroulement des contrôles	12
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	13
2.4.1 Echantillon général	13
2.4.2 Echantillon pour l'audit technique	13
3. RESULTATS DU CONTROLE PHYSIQUE	14
3.1 Marché T 1247/11	14
3.1.1 Rappel relatif aux travaux de construction contrôlés	14
3.1.2 Principaux constats	14
3.1.1 Commentaires de l'Autorité Contractante	15
3.1.2 Matérialité des dépenses effectuées	16
3.1.3 Etats des ouvrages	17
3.1.4 Conformité par rapport aux normes techniques	19
3.1.5 Justification technique et financière des avenants	19
3.1.6 Conformité physique avec le PV de réception provisoire	19
3.1.7 Qualité, véracité et sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques	20
3.1.8 Prix unitaires pratiqués par rapport à ceux du marché	21
4. ANNEXES	22
4.1 Périodes de contrôle	22
4.2 Contacts	22

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BA	Béton armé
BC	Bordereau de Commande / Bureau de contrôle
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DCS	Direction de la Construction
GO	Gros Œuvres
ML	Mètre Linéaire
MO	Maître d'Ouvrage
MOE	Maître d'Œuvre
MFPAA	Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Projet Verbal
SA	Simple Allumage (interrupteur)
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
VV	Va et Vient (interrupteur)

1. PREAMBULE

1.1 Avant-propos

Ce rapport est produit dans le cadre de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes au titre de la gestion 2011 – Groupe I et vient compléter le rapport général élaboré pour le ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA).

Les contrôles physiques ont été exécutés par notre cabinet qui s'est adjoint l'expertise d'un expert en génie civil sélectionné sur la base de nos procédures qualité et dont l'indépendance a été soigneusement examinée.

1.2 Contenu du rapport

Le présent rapport aborde exclusivement le contrôle physique des travaux de construction (génie civil) objet de l'échantillon retenu pour le Ministère de la Formation Professionnelle de l'Apprentissage et de l'Artisanat.

En amont des résultats des contrôles pour chaque marché contrôlé, un rappel des termes de références et de la méthodologie d'audit est effectué.

2. RAPPELS

2.1 Rappel des termes de références de la mission

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons à cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapports d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous :

2.3.1.1 Revue des textes





Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.

-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu du Ministère avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire

- des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- au respect des délais de préparation des offres ;
- au respect des délais de passation des marchés ;
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- au contenu des lettres de notification ;
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- au respect des délais d'exécution des marchés ;
- à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

- le respect de l'application des clauses de pénalités ;
- le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
- le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
- la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
- la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

2.3.3.1 Contrôles effectués

Nous avons procédé aux contrôles suivants :

- Matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;

- ✚ Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- ✚ Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés
- ✚ Vérification du recours à la garantie décennale des ouvrages le cas échéant avant de signer un avenant
- ✚ Pour les marchés de travaux :
 - ✚ Conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
 - ✚ Qualité, véracité et sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
 - ✚ Etat de fonctionnement des ouvrages ;
 - ✚ Prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
 - ✚ Cohérence des quantités ;
 - ✚ Mise à jour des malfaçons ;
 - ✚ Dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;

2.3.3.2 Diligences d'audit et déroulement des contrôles

Au cours de tous les contrôles notre équipe a été guidée / accompagnée sur les sites par le personnel désigné par l'Autorité Contractante.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- ✚ Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- ✚ Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- ✚ Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et les normes techniques ;
- ✚ Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- ✚ La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- ✚ La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- ✚ L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- ✚ Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- ✚ La cohérence des quantités ;
- ✚ La mise à jour des malfaçons ;
- ✚ Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- ✚ Etc.

Les périodes de contrôles et les contacts de l'AC sont mentionnés en annexe 4 du présent rapport.

Les résultats de l'audit technique figureront en partie 3 du présent rapport.

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1 Echantillon général

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2011 par le Ministère de la Formation Professionnelle de l'Apprentissage et de l'Artisanat.

2.4.2 Echantillon pour l'audit technique

L'échantillon des marchés ayant fait l'objet d'un contrôle d'exécution physique se compose comme suit :

OBJET	NATURE	MONTANT EN CFA HTVA	MONTANT EN CFA TTC	LIEU
Marché T 1247/11 souscrit le 23/09/11, approuvé le 31/10/11, Financement BCI/2011 : Réhabilitation du lycée Limamoulaye de Guediawaye	Réhabilitation de bâtiments pédagogiques : bâtiment secondes, bâtiment terminales, BT technique première S, premières et CFTA, bâtiments première L, hangar 1A et B, 2blocs sanitaires	634 912 852	749 197 165	Guédiawaye (Dakar)

3. RESULTATS DU CONTROLE PHYSIQUE

3.1 Marché T 1247/11

3.1.1 Rappel relatif aux travaux de construction contrôlés

OBJET	NATURE	MONTANT EN CFA HTVA	MONTANT EN CFA TTC	LIEU
Marché T 1247/11 souscrit le 23/09/11, approuvé le 31/10/11, Financement BCI/2011 : Réhabilitation du lycée Limamoulaye de Guediawaye	Réhabilitation de bâtiments pédagogiques : bâtiment secondes, bâtiment terminales, BT technique première S, premières et CFTA, bâtiments première L, hangar 1A et B, 2blocs sanitaires	634 912 852	749 197 165	Guédiawaye (Dakar)

3.1.2 Principaux constats

- Les travaux ont été réalisés par l'entreprise VIP (Vision Internationale des Produits) domiciliée à Immeuble Soda Marième, Liberté VI extension, Tel : 33 827 51 21, Fax : 33 821 51 16
- Le délai d'exécution contractuel est de 180 jours calendaires, les travaux n'ont pas été provisoirement réceptionnés à ce jour. Les délais contractuels sont largement dépassés
- Il existe un cahier de plan (vue en plan) des bâtiments à réhabiliter, un devis quantitatif et estimatif, un rapport technique fait par le bureau d'étude SOGI.
- Il n'y a pas d'avenants
- Les travaux d'une façon générale ont été relativement bien exécutés et présentent une bonne tenue
- Le rapport technique du bureau d'étude devant fournir les recommandations pour l'exécution des travaux est d'un niveau relativement faible. Beaucoup de généralités et manque de précisions. Le devis à la fin du document semble extrait de celui d'un autre projet.
- Des prestations non exécutées du devis contractuel ont été notées, correspondant à un montant HTVA de **5 170 400 CFA**

3.1.1 Commentaires de l'Autorité Contractante

« Le temps accordé au bureau d'étude pour faire les plans, quantifier l'ensemble des travaux et faire des recommandations pour faire l'exécution était trop court (10 jours) ; c'est pourquoi l'accent avait été surtout mis sur le devis quantitatif devant permettre à l'entreprise de faire une offre financière. L'autorisation de passer le marché par entente directe a été signé le 1^{ER} août 2011 et il fallait que l'entreprise démarre les travaux au plus tard le 1^{er} octobre 2011 pour éviter une grève des enseignants et élèves à la rentrée scolaire.

Le devis quantitatif des blocs sanitaires qui constituent les travaux neufs a été fait séparément avant d'être intégré dans le projet

Pour les prestations non exécutées, elles sont dues aux erreurs de comptage de la part des techniciens des bureaux d'étude.

Dix fenêtres de 210x110 en alu vont être fournies et posées par l'entreprise (soit plus que la quantité contractuelle) avant la réception provisoire des travaux prévue dans le courant du mois de mai.

Le rapport en présentant les prestations non exécutées, aurait dû présenter les prestations « hors marché » qui ont été exécutées par l'entreprise pour rendre les ouvrages plus fonctionnels ou pour les sécuriser sans être facturées. A titre d'exemple, on peut citer :

- *Un (01) bloc sanitaire supplémentaire d'un coût HTVA de 16 620 814 FCFA ;*
- *Deux portail de 3m/3m en métal déployé pour protéger les portes en alu de l'entrée du bâtiment « Première S » ;*
- *Trois portes métalliques à deux vantaux de 1,40m/2,10m pour sécuriser les salles informatiques ;*
- *Le dallage de la devanture des blocs sanitaires.*

1^{ère} photo ; le minimum de plomb appliqué sur la tôle est une couche de protection qui doit obligatoirement être exécutée avant la peinture finale. Cette peinture finale a été exécutée après le passage des auditeurs qui avaient d'ailleurs vu des ouvriers exécuter certains travaux de finition.

2^{ème} photo : le nettoyage du chantier était en cours lors du passage de la mission ».

3.1.2 Matérialité des dépenses effectuées

N°	Désignation	U	Quantité Devis de base	Quantité constatée	différence	P.U	Observation
1	Bâtiment Seconde						
	Interrupteur VV encastré	U	2	0	-2	8 500	17 000
	Interrupteur double allumage étanche	U	2	0	-2	1 3500	27 000
	Interrupteur simple allumage étanche	U	4	2	-2	11 500	23 000
	Bouton poussoir lumineux	U	8	4	-4	11 900	47 600
	Cuvette anglaise	U	7	3	-4	75 000	300 000
	Lavabo sur console	U	3	1	-2	59 000	118 000
	Lave main simple	U	6	3	-3	35 000	105 000
2	Bâtiment Terminal						
	Réglette fluorescente de 30W simple	U	86	84	-2	23 500	47 000
	Réglette fluorescente de 36W simple étanche	U	4	2	-2	35 100	70 200
	light 2x14 W	U	8	6	-2	27 950	55 900
3	Bâtiment Première S						
	Fourniture et pose de portes isoplanes 2V avec importe en NACO	U	31	28	-3	150 000	450 000
	Fourniture et pose de portes isoplanes 1V dimension 0,7/0,8 x 2,10	U	40	27	-13	70 000	910 000
4	Bâtiment Premières S et CFTA						
	Fourniture et pose de fenêtres en aluminium coulissant 210x110	U	31	28	-3	250 000	750 000
	Raccordement de carreaux type granite	U	54,9	34	-20,9	12 500	261 250

N°	Désignation	U	Quantité Devis de base	Quantité constatée	Différence	P.U	Observation
5	Bâtiment Première L						
	Fourniture et pose de fenêtres bois ½ persienne	u	74	70	-4	95 000	380 000
	Réglette fluorescente de 36 W simple	u	84	64	-20	23 500	470 000
	Réglette fluorescente de 36 W simple étanche	u	4	2	-2	35 100	70 200
	Downlight 2x 14W	u	8	3	-5	27 950	139 750
	Interrupteur simple allumage	u	36	19	-17	5 500	93 500
	Prise de courant 2p+T	u	31	21	-10	6 500	65 000
6	Hangar 1 A et B						
7	Blocs sanitaires (2)						
	Portes à barres écharpes 1,60/0,70	u	42	36	-6	38 000	228 000
	Chaise turque	u	24	16	-8	49 000	392 000
	Chaise anglaise	u	4	2	-2	75 000	150 000
Total							5 170 400

3.1.3 Etats des ouvrages

N°	Désignation des ouvrages	Etat	Observations
1	Maçonnerie, Gros œuvre, Revêtement et Cloisons spéciaux	Correcte	Quelques décollements de peinture sur ouvrage métallique sont notés de façon localisée
2	Couverture, Faux plafond, Ouvrages métalliques	Correcte	
3	menuiserie	Correcte	
4	électricité	Correcte	
5	Plomberie sanitaire	Correcte	Au niveau du hangar a été notée une fissure horizontale importante en partie supérieure du mur intérieur



Légende : Bâtiment Premières S et CFTA
Date de prise de vue : le 06/04/2013
Crédit photo : KPMG Sénégal

Manque de finition



Légende : Bâtiment Premières S et CFTA
Date de prise de vue : le 06/04/2013
Crédit photo : KPMG Sénégal

Manque de finition

3.1.4 Conformité par rapport aux normes techniques

N°	Désignation des ouvrages	Conformité aux normes	observations
1	Maçonnerie, Gros œuvre, Revêtement et Cloisons spéciaux	Bonne	
2	Couverture, Faux plafond, Ouvrages métalliques	Bonne	La pose des faux plafonds staff lisse manque de soins au niveau joints entre plaques
3	Menuiserie	Bonne	
4	Electricité	Bonne	
5	Plomberie sanitaire	Bonne	

3.1.5 Justification technique et financière des avenants

Sans objet.

3.1.6 Conformité physique avec le PV de réception provisoire

La réception provisoire n'est pas encore prononcée

3.1.7 Qualité, véracité et sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques

N°	Document de contrôle	Nature du contrôle	Disponibilité	Observations
1	Marché	Délais, couts, prescriptions techniques	Oui	
2	Devis estimatif et quantitatif	Description des prestations quantité	Oui	
3	Plans d'exécutions	Dimensionnement, détails d'exécution	Faible	Seules des vues en plan des bâtiments sont disponibles sans aucun détail
4	Rapport technique avant exécution des travaux	Recommandations techniques pour la mise en œuvre	Faible	Document peu précis contenant beaucoup de généralités visiblement le devis descriptif est emprunté d'un autre projet

3.1.8 Prix unitaires pratiqués par rapport à ceux du marché

N°	Désignation de l'ouvrage	U	Prix unitaire Devis contractuel	Comparaison
1	Travaux préliminaires, Installations	F	5% environ	Correcte
2	Maçonnerie, Gros œuvre, Revêtement			Correcte
3	Couverture, faux plafonds, Ouvrages métalliques			Correcte
	-Fourniture et pose bac alu/zinc y/c cheneaux en tôle galvanisé	M2	18 500	Correcte
	-aerotère au bac alu/zinc h=90cm	M2	9 500	Correcte
	-Faux plafond en staff lisse	M2	15 000	Correcte
	-Faux plafond en bois (contreplaqué)			Correcte
4	menuiserie			Correcte
	-fourniture et pose de fenêtre bois ½ persiennée	U	95 000	Correcte
5	Electricité			Correcte
	-réglette fluorescente de 36W simple	U	23 500	Correcte
6	Plomberie sanitaire			Correcte
	-cuvette anglaise complète	U	75 000	Correcte
	-siège turc	U	49 000	Correcte
	-lave main simple	U	35 000	Correcte
7	Peinture			Correcte
	-peinture à l'eau	M2	1 050	Correcte
	-peinture à l'huile	M2	1 800	Correcte

4. ANNEXES

4.1 Périodes de contrôle

N°	OBJET	NATURE	MONTANT EN FCFA	LIEU	PERIODE DE CONTROLE
1	Marché T 1247/11 souscrit le 23/09/11, approuvé le 31/10/11, Financement BCI/2011 : Réhabilitation du lycée Limamoulaye de Guediawaye	Réhabilitation de bâtiments pédagogiques : bâtiment secondaires, bâtiment terminales, BT technique première S, premières et CFTA, bâtiments première L, hangar 1A et B, 2blocs sanitaires	634 912 852	Guédiawaye (Dakar)	du 06/04/13 au 06/04/13

4.2 Contacts

- Personnes rencontrées :
 - Mr Mbaye SARR : proviseur du lycée
 - Mr Noel Mingou : Responsable constructions au Ministère de la Formation Professionnelle
 - Mr Pene : Responsable BTP de l'entreprise VIP